



L'info en continu

Ségolène Royal, 27/02/11

Échecs

« Le président de la République est contraint, sous la pression, de limoger dans l'urgence deux ministres qui n'ont pourtant fait qu'obéir à ses ordres. Il avait dit au début de son mandat : " je prends personnellement la responsabilité des succès et des échecs ". Aujourd'hui, les échecs sont cuisants. Il en est le seul responsable. Pendant l'année qui lui reste, il doit cesser cette concentration abusive de pouvoirs qui, compte tenu de son incompétence, mène le pays au désastre. »

Laurent Fabius, 27/02/11

Sanction

« Ce n'est pas sept minutes de discours qui vont faire oublier des semaines de cafouillage. Il y a ces démissions-limogeages de Mme Alliot-Marie, il était devenu impossible pour elle de rester, et de M. Hortefeux, parce que la politique de sécurité échoue, et parce qu'il a une condamnation pénale. M. Sarkozy, de manière très habile, essaie de justifier cela par une analyse internationale, au demeurant juste, mais qu'il avait oublié de faire il y a treize jours. Le remaniement sanctionne surtout un échec complet de politique étrangère et de sécurité. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

27%

C'est en moyenne l'écart de salaire qui existe entre les hommes et les femmes, en défaveur des femmes. Dans ses propositions pour l'égalité hommes-femmes, le PS s'est notamment engagé à imposer le respect de l'égalité salariale avec de réelles sanctions. Retrouvez l'essentiel de nos propositions sur les droits des femmes en dernière page de l'Hebdo et sur parti-socialiste.fr/lepspropose

BUREAU NATIONAL

Pour un pacte de compétitivité et d'emploi

Alors que l'Europe n'est pas sortie de la crise économique et sociale, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy veulent lui imposer un pacte de compétitivité - « en fait un bouquet de politiques d'austérité basé sur une nouvelle baisse du pouvoir d'achat et de la protection sociale des salariés » a diagnostiqué le Bureau national du Parti socialiste. Les politiques d'austérité mises en œuvre simultanément dans les pays de l'Union risquent de fragiliser la reprise, et de plonger l'UE dans une stagnation prolongée, voire une nouvelle récession. « En se fondant sur la déflation salariale, en omettant la lutte contre les inégalités, en réduisant l'Europe à un espace de surveillance et de coordination après coup, en ne laissant aucune place à la démocratie et au dialogue social, le pacte de la Chancelière Merkel et

du Président Sarkozy conduit l'Europe dans l'impasse. Sa méthode d'élaboration, qui met à l'écart les autres pays européens, est de plus contraire à l'esprit de l'Union » a commenté le BN. À la politique de déflation et de casse des politiques sociales mise en œuvre par les droites européennes, les socialistes opposent un véritable Pacte de croissance, de solidarité et d'emploi. Dans une économie mondialisée, la compétitivité de l'Europe doit être coopérative, fondée sur l'innovation économique et sociale, une politique industrielle soutenue, l'appui des fonds structurels et un haut niveau d'emploi - non sur la déflation salariale. Quatorze propositions ont ainsi été développées lors du Bureau national, portant aussi bien sur la taxation des transactions financières, sur le dialogue social ou le juste échange. Ce pacte alternatif propose

une approche coopérative de la compétitivité, permettant à la stratégie UE 2020 d'éviter les écueils de la stratégie de Lisbonne, notamment en posant la question des moyens budgétaires nécessaires pour faire de l'Union européenne une économie conjuguant à la fois un haut niveau de compétitivité, d'emploi et de solidarité. Il articule réponse nationale et européenne à travers une structure de gouvernance ouverte et inclusive, qui ne se limite pas à des objectifs comptables déconnectés des réalités macroéconomiques, politiques et sociales de l'Union et des États membres. « Il fournit une approche complète, équilibrée et juste qui est la seule voie permettant de réconcilier le progrès économique, le progrès social, le progrès écologique, et le progrès démocratique » a défini le PS. Ce pacte a été proposé aux partenaires européens du PSE réunis à Athènes les 4 et 5 mars.

VIE DU PARTI

L'actualité des publications qui rythment la vie militante

L'OURS

Le dossier du dernier hors-série de L'Ours (n°52-53, juillet-décembre 2010) revient sur les relations entre la France et l'Allemagne, sous l'angle des rapports entre socialistes français et sociaux-démocrates allemands depuis 1945. Autre thème traité et piloté par Gérard Bossuat et Wilfried Loth, deux historiens spécialistes de la construction européenne, la réponse socialiste à la crise économique et financière. Sans idéaliser le « couple » franco-allemand, ce numéro revient sur cette entente constructive, sans laquelle l'UE et le socialisme européen auront beaucoup de difficultés à construire l'avenir. Un chapitre des « Histoires socialistes » est dédié au « socialisme municipal » à

l'échelle d'une petite ville de l'Isère dans l'entre-deux-guerres. L'expérience cubaine dans les années 1959-1989 est également analysée et notamment l'évolution des positions en matière de relations internationales des socialistes, de la SFIO au PS.

► Pour commander ce numéro : L'OURS 12, Cité Malesherbes 75009 Paris, tél. : 01 45 55 08 60, info@lours.org

Kit cantonales

Les 20 et 27 mars prochains, la moitié des conseils généraux seront renouvelés. Pour aider candidats, militants et sympathisants à préparer cette campagne, le PS met à disposition un large éventail d'outils pour préparer la campagne des cantonales dont un kit de

campagne personnalisable. Il comprend affiches, profession de foi type, invitations à des réunions publiques, ainsi que la police de caractère du parti, la « Jaurès ». Comment ouvrir un blog sur la plate-forme du PS, comment utiliser la coopool pour organiser l'action militante (créer un groupe, recruter des militants, cibler ses actions avec les cartes à disposition, etc.), comment gérer les relations avec la presse... autant de questions pratiques qui trouvent des réponses concrètes en ligne sur parti-socialiste.fr/cantonales. Et pour suivre l'actualité de la campagne et connaître le programme de nos candidats, le site du PS vous propose un journal quotidien et prochainement des vidéos.

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée

Dans la nuit du 27 au 28 février, une tempête d'une violence exceptionnelle a durement frappé les départements de Vendée et de Charente-Maritime, faisant 53 morts, 79 blessés et plus de 500 000 sinistrés. Une mission d'information sur la tempête Xynthia a été créée à l'Assemblée nationale (une mission identique avait également été organisée au Sénat). Présidée par Maxime Bono, maire de La Rochelle et député de Charente-Maritime, cette mission a rendu ses premières conclusions en juillet 2010. Mercredi, les députés ont débattu de ces conclusions presque un an jour pour jour après le passage de Xynthia.

La mission a notamment souligné les insuffisances multiples qui ont conduit au drame. « *Nous avons dépassé le cadre émotionnel, a expliqué Maxime Bono, pour nous interroger notamment sur le système d'alerte et d'information des populations qui doit être amélioré.* ». L'insuffisance des documents d'urbanisme et l'inadaptation des plans de prévention des risques ont également été soulignées. La mission est résolument critique envers les décisions prises à l'époque

évoquant ainsi « *des élus traités de façon méprisante et montrés du doigt par les services de l'État, des contradictions permanentes entre les discours et des pressions inadmissibles sur les propriétaires.* ».

Concernant les zones d'expropriation, à l'époque maladroitement appelées « *zones noires* », elle met en avant le flou et le manque de pertinence des critères qui ont permis ce zonage, évoquant alors « *l'autoritarisme* » dans la manière de procéder. En conclusion, la mission a rédigé 22 propositions, parmi lesquelles se détache « *l'établissement d'un plan de prévention des submersions, explique Maxime Bono, une interrogation demeure sur les digues et leur entretien, l'État a promis de mettre 500 millions d'euros sur cinq ans pour les réparer alors qu'il faudrait 120 millions tous les ans pour les entretenir.* ».

Au Sénat

Le groupe socialiste s'est opposé mardi 1^{er} mars au vote de quatre accords instituant un partenariat de défense entre le gouvernement et quatre pays africains : la République centrafricaine, le Gabon, le Cameroun et le Togo. « *Nous ne pouvons pas nous accommoder de passer des accords avec ces*

pays au vu de leur situation », explique Didier Boulaud, Sénateur de la Nièvre. « *En République centrafricaine notamment, le processus électoral laisse apparaître des fraudes tandis qu'au Gabon, l'opposition conteste les résultats de l'élection présidentielle.* » Pas question pour le groupe socialiste de donner « *un blanc-seing à des régimes ambigus* » alors même que des peuples d'Afrique du Nord ont manifesté « *leur aspiration à la démocratie* ». Par son opposition au vote, le groupe socialiste souhaitait appeler le gouvernement français à « *clarifier sa politique africaine et à définir une politique globale qui se préoccupe avant tout des problèmes économiques et démocratiques auxquels les pays africains sont confrontés* ». De même, il conteste l'abandon de plusieurs bases africaines au profit d'une implantation militaire à Abou Dabi. « *Des accords de coopération sont encore en négociation dans sept à huit pays dont le Mali, la Mauritanie, le Niger où Aqmi est en pleine expansion, s'alarme Didier Boulaud, nous pensons qu'il serait préférable de concentrer nos moyens en Afrique subsaharienne plutôt que d'aller nous disperser au Moyen-Orient.* »



L'info en continu

Pierre Moscovici, 27/02/11

Bide

« *Un remaniement, c'est toujours un signe d'échec. Dans cette affaire arabe, Nicolas Sarkozy a été complètement à côté de la plaque, et d'ailleurs ce soir, à certains égards, il le reste. C'était bien une crise politique intérieure qu'il fallait résoudre, pas seulement un changement de ministres. L'Union pour la Méditerranée est un bide terrible. Ça n'a jamais fonctionné.* »

Martine Aubry, 28/02/11

Courage

« *On a non seulement tardé à réagir, mais on a hésité. Quand un peuple se lève pour plus de démocratie, de liberté, de justice, comme l'a fait la Tunisie, la France devrait s'en réjouir et être au premier rang. Quand l'Égypte a pris la suite avec beaucoup, beaucoup de courage, j'ai entendu tardivement le président Sarkozy nous dire : Monsieur Moubarak a beaucoup de courage de partir. Il n'a pas parlé du courage du peuple égyptien.* »

Benoît Hamon, 28/02/11

Valeur

« *Les peuples arabes en tournant la page des dictatures dans leurs pays, tournent aussi la page d'une vision totalement dépassée et figée des relations internationales qui était celle de la France (...). Ces révolutions sont des révolutions totalement positives qui au lieu d'inquiéter le président de la République devraient nous rassurer, car la démocratie n'est pas une valeur occidentale, c'est une valeur universelle.* »

EXPO

Portraits de résistantes

Le 8 mars, les femmes seront à l'honneur rue de Solférino. À l'occasion de la journée internationale des femmes, le PS a choisi de leur rendre hommage à travers l'exposition de portraits « *Grandes résistantes contemporaines* » qui se tiendra au siège du parti. Les photographies de cette exposition ont été réalisées par Pierre-Yves Ginet, photojournaliste indépendant qui travaille depuis 1998 sur la thématique des femmes en résistance dans le monde. « *En treize ans, j'ai effectué une vingtaine de reportages de fond en mettant à chaque fois l'accent sur le combat de femmes* », décrit-il. Un travail remarqué par Gaëlle Lenfant, Secrétaire nationale adjointe aux droits des femmes, « *sa précédente exposition était consacrée à des résistantes inconnues issues du monde entier, explique-t-elle, il y montrait des femmes dont la lutte témoignait*

d'une véritable volonté d'émancipation ». Sa nouvelle exposition, montée en collaboration avec l'association humanitaire « Femmes d'ici et d'ailleurs », célèbre des figures emblématiques de la lutte des femmes : Lucie Aubrac, Rigoberta Menchu Tum au Guatemala, Shirin Ebadi en Iran, Taslima Nasreen au Bangladesh, Aung San Suu Kyi en Birmanie, Anna Politkovskaïa en Russie, Wangari Maathai au Kenya, Ngawang Sangdrol au Tibet. « *Il s'agissait de mettre l'accent sur des causes que toutes ces femmes défendent de longue date, affirme Pierre-Yves Ginet, d'autant que certaines d'entre elles, telles que Radhia Nasraoui en Tunisie ou Nawal El-Saadawi en Égypte, sont pour beaucoup dans ce qui se passe actuellement dans leur pays.* » Rendez-vous le 8 mars à Solférino pour découvrir ces résistantes du monde entier.